

FONCTION PUBLIQUE : SE MOBILISER !

Sommaire :

- 1 Où en sommes-nous ?
- 2 Révision des politiques publiques
- 3 Des Oublis et des paradoxes
- 4 Et maintenant, que devons-nous faire

1 Où en sommes-nous ?

Le 10 septembre 2007, le Bureau fédéral de la FGF FO faisait une déclaration intitulée : « **Salaires – effectifs – statut - pensions : les plus graves menaces pèsent sur la Fonction Publique** »

Et nous ne connaissions pas les discours de M. SARKOZY des 18 et 19 septembre. !!

Le 18 septembre, en plus de son expression sur les régimes spéciaux, il donne sa vision : revoir le contrat de travail, revoir la sécurité sociale, revoir le traitement du chômage (ANPE-UNEDIC), mettre en place une franchise maladie, revoir la durée légale du travail, etc.

Tout d'abord, la FGF-FO soutient son syndicat national de l'ANPE qui, avec la Confédération FO rejette la fusion ANPE-UNEDIC et proteste contre les propos tenus par le chef de l'Etat sur le travail des agents dans lequel il ne voit « *qu'un niveau insuffisant des sanctions appliquées aux demandeurs d'emplois* » !!

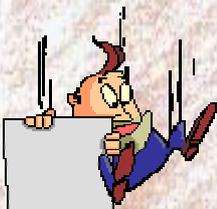
Ensuite, l'annonce de l'alignement des régimes spéciaux (SNCF - RATP - EDF - Marins - Clercs de notaires- (Parlementaires ?)) sur celui de la Fonction Publique, dans un délai s'achevant fin 2007, est d'une part la « 3^{ème} partie des réformes » de 1993 (régime général), de 2003 (Fonction Publique) **mais surtout le lancement, dès le début 2008, de la 4^{ème} partie -ou 2^{ème} couche 2008- de la réforme des retraites.** C'est pour cela qu'évidemment la FGF-FO soutient les Fédérations FO dans leur combat pour la préservation des régimes spéciaux.

En déplacement à l'IRA de Nantes le 19 septembre, le Chef de l'Etat a donné sa vision de la Fonction Publique. Il veut imposer durant son mandat 2007-2012 **une refondation de la Fonction Publique.**

Et tout y passe :

■ **Recrutement** : « *nécessité d'une réflexion sur la culture du concours* » (tant pour le recrutement que pour les promotions internes) avec, pour les nouveaux entrants, « *le choix entre le statut de fonctionnaire ou un contrat de droit privé « négocié de gré à gré* » !! Cela signifie : Privatisation des relations Etat/employeur et employés !!!!

■ **Carrière** : « *Les corps doivent devenir progressivement l'exception. C'est une gestion par métiers qui doit prévaloir. C'est une gestion plus horizontale et moins verticale (ministérielle) qui doit s'imposer.* »



 **Rémunération** : « Je veux ouvrir le chantier de l'individualisation des rémunérations » Et pour cela le slogan présidentiel « Travaillez plus pour gagner plus » servira au travers des heures supplémentaires.

Pour gagner plus, « tous les fonctionnaires pourront faire des heures supplémentaires... par exemple pour rémunérer les enseignants qui encadreront les enfants après la fin des classes ou les fonctionnaires qui travailleront davantage pour que les guichets soient ouverts au public le samedi »

De plus, il suggère le développement d'une protection sociale complémentaire individuelle, sortie du statut !



Mobilité et pécule comme dans le privé : « la mobilité doit être un droit, il faut l'inciter quand c'est nécessaire...il faudra seulement respecter un préavis ». « Il faut ouvrir la possibilité de quitter la Fonction Publique contre un pécule pour accélérer la transformation de certains secteurs de l'Etat » !!!

Enfin en matière statutaire, fin du paritarisme dans les instances (CAP - CTP...), révision de la représentativité, etc., etc....

2 - Révision des politiques publiques : « Je déciderai mi-novembre 2007, et en avril 2008, sur proposition de chaque Ministre : La réorganisation territoriale de l'Etat, la réforme de la carte judiciaire, de la carte hospitalière ou de celles des trésoreries ou des perceptions conditionnera elle aussi notre capacité à améliorer la productivité de l'Etat. »

« C'est pourquoi, pour 2008, le gouvernement s'en est tenu au non remplacement d'un fonctionnaire sur trois (1/3) ».

« Nous irons plus loin au fur et à mesure de l'avancée des réformes »

« Naturellement, une partie des gains qui seront obtenus dans certains secteurs devront être utilisés pour satisfaire les nouveaux besoins qui se font jour dans d'autres secteurs, pour répondre à de nouvelles attentes sociales ».

Tout est dit !!!!



A FORCE OUVRIERE, NOUS AVONS UNE AUTRE CONCEPTION DE LA FONCTION PUBLIQUE LAIQUE ET REPUBLICAINE

M. Sarkozy a une vision anglo-saxonne du service public et souhaite certainement que, comme aux Etats-Unis, quand un président part ou arrive, on change tous les fonctionnaires en place !!

Cette conception est en opposition fondamentale avec les valeurs républicaines que nous défendons :

 **égalité d'accès, pour les citoyens, aux emplois publics : le concours (toujours à améliorer) est le meilleur moyen existant contre l'arbitraire et le gré à gré !!!**

 **égalité de traitement entre agents recrutés en même temps, ayant les mêmes qualifications : c'est le rôle des corps, avec comme principe, la séparation du grade et de l'emploi, justement pour favoriser la mobilité choisie !!!**

 **l'existence d'un Statut de fonctionnaire avec des corps protège les citoyens, grâce aux principes d'indépendance, de neutralité, de compétence des agents recrutés et formés a cet effet.**

La fin, voulue par le Président de la République, des statuts de corps annonce la fin de la continuité républicaine de la Fonction publique**et pour FO, cela est inacceptable !**

Cette recherche d'individualisation à outrance se retrouve également dans son discours du 17 septembre pour le secteur privé : Haro sur le collectif !!!

3 Des oublis ...et des paradoxes !

M SARKOZY : « *Nous payons des choix politiques, nous payons un manque de courage, un manque de clairvoyance, un manque de volonté, dans lesquels toutes les majorités, tous les gouvernements depuis 25 ans au moins ont leur part de responsabilités* »....oubliant, qu'avec M FILLON, il faisait partie de ces gouvernements !!

Heureusement : « *Ce qui nous arrive n'est pas la faute des fonctionnaires* » !
Enfin : « *Je le répète : nous avons l'une des fonctions publiques les plus remarquables du monde, héritière d'une longue tradition de service public et de dévouement à la cause de l'intérêt général* »

Donc : je vais la refonder ! (Définition : refaire entièrement)

Et les salaires ??? La promesse électorale : « *le pouvoir d'achat des salariés est ma première priorité* » a été oubliée pour les fonctionnaires ! L'Etat –employeur, à travers le Gouvernement, refuse toujours de discuter salaire ...sauf : « *faites des heures sup.* » !!!



Aucune expression du Président de la République sur le faible niveau de rémunération, la SMICardisation de plus en plus grande, l'absence réelle de promotion sociale, etc., etc. ; Qu'est devenu l'ascenseur social depuis 25 ans ??

Pour l'UIAFP FO, la priorité est la revalorisation de la valeur du point d'indice (au moins 1,8% pour 2007), la reconstruction de la grille indiciaire et le reclassement de chacune des catégories A,B et C et des corps dans cette vraie grille indiciaire commune à tous : c'est un combat immédiat.

4 - ET MAINTENANT, QUE DEVONS NOUS FAIRE ??

Face à ces attaques et face à l'absence de réponse sur la question salariale et indiciaire, **l'UIAFP FO appelle, dans un premier temps, l'ensemble de ses structures syndicales FO à informer l'ensemble des agents de la Fonction publique sur les menaces émises.**

Il est nécessaire d'expliquer aussi que tous les agents sont aujourd'hui concernés – et pas seulement les futurs entrants- car de nombreuses annonces sont de fait des reprises de décisions mises en œuvre par quelques expériences ministérielles (pécule, etc.) ; et que l'objectif premier et constant est celui de l'amaigrissement draconien et immédiat de la Fonction publique :

- par des fusions de corps (Dutreil Jacob), fusions de services (DDE - DDA ; DRIRE - DIREN ; trésor-impôts, etc., etc.),
- par des réductions fortes des effectifs (37 000 postes en 2 ans !) et blocages des rémunérations !

► **Ce travail syndical FO doit être lancé dans tous les secteurs ministériels**

Ensuite, nous devons faire monter la pression pour organiser la riposte la plus large et la plus efficace possible : cela passe notamment par la réaffirmation forte de nos revendications générales (statut général et statuts particuliers de corps - maintien de la position statutaire et réglementaires des fonctionnaires - paritarisme des CAP-CTP – salaires - retraites,...) et particulières (conditions de travail - déroulements de carrières –promos - régimes indemnitaires,...)

Face à ces attaques, la riposte nécessaire doit être organisée et à la hauteur de l'attaque ; l'action de grève fait partie de nos armes et doit être utilisée avec l'objectif de gagner sur nos revendications





Le Bureau fédéral de la FGF-FO s'était réuni le 10 septembre et avait appelé à l'information de nos mandants ; l'UIAFP FO réunie le 18 Septembre n'avait pas perçu, en cette rentrée, la mobilisation pour une journée de grève (de plus les élections à l'Hospitalière - 900 000 électeurs et à la Poste 200 000 électeurs – le 24 octobre sont prioritaires)

Mais tout bouge rapidement !!!

A noter que les 8 fédérations syndicales de la Fonction publique, réunies le 21 septembre ont déclaré ensemble : « Nos organisations appellent d'ores et déjà les personnels à construire une campagne d'actions avec, pour objectif l'organisation d'une riposte d'envergure nécessaire et forte pour obtenir satisfaction.

Elles se retrouveront le 1^{er} Octobre, à l'issue de la première conférence fonction publique ou elles pourront décider des formes d'une action la plus large à caractère national. »

Important : Dans le paysage de l'action, figure la date du 18 octobre, journée de grève lancée par des fédérations de cheminots pour notamment la défense de leurs régimes spéciaux de retraite.

Des divergences sont apparues : grève ou pas grève, 18 ou pas 18, avant ou après ouvertures des conférences, etc., etc....

NB : Le 1^{er} octobre- matin- M.FILLON lance la 1^{ère} conférence sur « les valeurs, les missions et les métiers de la Fonction publique » qui se tiendra jusqu'au printemps 2008.

Trois autres conférences seront lancées ensuite :

- ▶ le 8 octobre sur le pouvoir d'achat ;
- ▶ le 15 octobre sur le dialogue social ;
- ▶ le 29 octobre sur les parcours professionnels.

Ces conférences ne sont pas des négociations !

Si l'UIAFP FO y sera présente dès le départ, **c'est pour faire entendre ses positions et ses revendications.**

Et l'UIAFP FO a déjà averti le Gouvernement **que si ces conférences n'avaient, dans les faits, pas d'autre objet que de cautionner, valider, accompagner les annonces présidentielles ou les décisions gouvernementales (style CTP ou GRH dans la révision générale des politiques publiques), nous en tirerions toutes les conséquences sur notre participation.....**

Le Bureau Fédéral de la FGF-FO se réunira vendredi 28 septembre à 9 H 30 pour faire le point et définir son attitude ;

A chaque Syndicat national d'informer ses instances et les adhérent(e)s et de décider, par la participation au Bureau fédéral de ses représentants ou par expression auprès du secrétariat fédéral de la FGF-FO,

Des positions à prendre pour la mobilisation nécessaire dans la Fonction publique.

